

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 06/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PMC ISOCHEM**

32 RUE LAVOISIER  
91710 Vert-Le-Petit

Références : D2026-  
Code AIOT : 0006505094

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement PMC ISOCHEM implanté SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée sur demande de l'exploitant relativement au sujet des piézomètres.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PMC ISOCHEM
- SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit
- Code AIOT : 0006505094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui



Basée sur la commune de Vert-le-Petit, la société PMC ISOCHEM exploite un site industriel dédié à la chimie fine pour la fabrication d'intermédiaires et de principes actifs destinés à l'industrie pharmaceutique ainsi que la fabrication de vernis. Des activités de recherche et développement sont également présentes sur le site. Les fabrications se font en 5\*8 et l'usine est en activité 7 jours/7, excepté pendant les arrêts d'été pour congés et les arrêts liés à la maintenance ou à des travaux. Le site emploie un peu plus de 100 personnes.

Au titre de la réglementation ICPE, ce site est classé SEVESO Seuil Haut et fait donc l'objet d'au moins une inspection par an par les services d'inspection ICPE.

### Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;



- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Spot de dichlorométhane en sous-sol	Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un spot en dichlorométhane a été relevé sur le site sans que l'origine n'ait pu être identifiée. Afin de déterminer la marche à suivre (recherche plus approfondie de la source, simple surveillance), l'inspection demande de poursuivre la surveillance afin d'obtenir les résultats sur une année.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Spot de dichlorométhane en sous-sol

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2001, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection de dichlorométhane
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats des analyses (des eaux souterraines) à l'inspection des installations classées au plus tard 2 mois après la réalisation des prélèvements. Ces résultats sont accompagnés des commentaires de l'exploitant.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les rapports d'analyses d'AGROLAB GROUP concernant le PZ2 situé à côté de la zone de stockage de déchets. Il apparaît du dichlorométhane en quantité importante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 160 000 µg/l le 18/06/2025,</li> <li>• 42 000 µg/l le 3/09,</li> <li>• 15 µg/l le 2/12 (zone de stockage de déchets).</li> </ul> La tendance serait donc à la baisse. Suite à ces résultats l'exploitant a demandé à l'inspection de se rendre sur site pour faire le point sur ce sujet.



L'exploitant rappelle que la mise en place de piézomètres supplémentaires avait été préconisée dans le cadre du rapport de base IED afin de faire une image à l'instant t du site. Ils seront mis en service normalement sur 2026.

Ce niveau de dichlorométhane n'a pas été relevé sur les autres piézomètres et n'avait pas non plus été relevé précédemment à la connaissance de l'exploitant (1,1 µg/L en décembre 2024 sur PZ2 mais aucune autre détection sur aucun piézomètre n'a été relevé entre 2020 et 2024).

Afin de localiser une éventuelle source d'émission, l'exploitant a procédé à une fouille du sous-sol entre le stockage de dichlorométhane à proximité du PZ2 (mais en aval hydraulique). Aucune odeur ni aucune coloration de terre suspecte n'ont été relevés sur 1,5m de profondeur.

Lors de la visite sur site, une odeur suspecte est relevée à un endroit de la rétention du bac C3B/C3A. Il y a des traces de corrosion sur la partie intérieure du mur (non visible si on ne se penche pas).

L'inspection s'interroge sur une éventuelle fuite au niveau d'un camion-citerne. L'exploitant indique qu'en cas de fuite, les épandages seraient récoltés par le regard borgne. Ce regard borgne est testé en DCO avant rejet dans le réseau d'eaux de voiries. Par ailleurs il n'y a que très peu de livraison de dichlorométhane.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit confirmer que la mesure de DCO suffirait à déceler une fuite de dichlorométhane et d'une manière générale, de tout produit polluant susceptible d'être épandu à cet endroit.

L'exploitant indiquera la date de la dernière livraison de dichlorométhane.

L'inspection demande de faire une surveillance trimestrielle sur ce piézomètre (au lieu de semestrielle) afin d'observer si la tendance à la baisse (voire à la suppression du dichlorométhane) se poursuit. Un point d'étape sera à réaliser à l'été 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois